

LE FMA/FTM AU FSM Tunis mars 2015

Intervention de SAMIR AMIN

LA GEOSTRATEGIE DES ETATS UNIS EN PANNE

EGYPTE 2015

« La Révolution n'a pas changé le régime, mais elle a changé le peuple »

(écrit sur les murs du Caire)

Depuis la première édition de mon livre « Le monde arabe dans la longue durée » (septembre 2011) beaucoup d'eau a coulé sous les ponts du Caire, dont je me dois de rendre compte. Observateur et acteur sur la scène politique égyptienne, j'avais d'ailleurs estimé nécessaire de publier en arabe, au Caire, une mise à jour de mes premières analyses de la « révolution » en cours. L'ouvrage, sous le titre de « La révolution égyptienne après le 30 juin » est paru en septembre 2013, au lendemain du triomphe de Sissi. J'ai également publié une cinquantaine d'articles et d'interviews, principalement en arabe, accessoirement en français et en anglais, entre l'été 2011 et le printemps 2015.

Il est utile de rappeler, pour le lecteur francophone, les faits saillants dont cette histoire a été ponctuée, à partir du 25 janvier 2011 (15 millions de manifestants exigeant le départ de Mubarak ; les Frères Musulmans condamnent la manifestation)

28 janvier 2011 : évasion massive des prisons du Caire des Frères Musulmans et de détenus de droit commun, libérés par l'intervention de milices du Hamas (Les Frères Musulmans qui gouvernent Gaza), pénétrés illégalement en Egypte.

11 février 2011 : abdication de Moubarak en faveur du Conseil Suprême des Forces Armées (CSFA) présidé par le maréchal Tantaoui.

Mars 2011 : réforme de la Constitution élaborée par un groupe de juristes désignés par le CSFA, tous proches des Frères Musulmans, adoptée à la hâte par référendum.

Octobre/novembre 2011 : élections parlementaires remportées par les Frères (50% des voix exprimées) et les Salafistes (25%)

Avril 2012 : invalidation des élections parlementaires par la Cour Constitutionnelle, pour fraude massive.

Juin 2012 : élections présidentielles dont la date rapprochée avait été décidée par le maréchal Tantaoui, avec l'accord de l'ambassadrice des Etats Unis (Anne Patterson), et après la libération de Khayrat el Shater (dirigeant suprême de facto des Frères Musulmans). De 4 à 5 millions de voix vont à chacun des quatre candidats majeurs : deux Frères Musulmans dont Morsi, Hamdin Sabbahi (nassérien), le général Shafiq (ancien ministre de Moubarak). Au second tour Morsi l'aurait emporté sur Shafiq. C'est du moins ce que l'ambassade des Etats

Unis s'est empressée de déclarer avant même que le Conseil Constitutionnel ne se soit prononcé.

Décembre 2012 et semaines suivantes : coups d'Etat à répétition de Morsi qui effectue des changements arbitraires dans la Constitution, institue un « Conseil Législatif » constitué presque intégralement de Frères Musulmans, désigne les membres d'une Commission (également tous Frères Musulmans) chargée d'élaborer un projet de « Constitution islamique ».

30 juin 2013 : manifestation monstre contre Morsi et le gouvernement des Frères Musulmans (30 millions de participants).

3 juillet 2013 : Abdel Fattah el Sissi, qui a succédé à Tantaoui mis à la retraite par le CSFA, démet Morsi, dissout le Conseil législatif et annule le projet de Constitution islamique.

Décembre 2013 : les Frères Musulmans, interdits, sont déclarés organisation terroriste.

4 Janvier 2014 : second référendum constitutionnel ; la constitution est approuvée avec 98 % des voix exprimées.

Mai/Juin 2014 : élections présidentielles ; Sissi l'emporte avec plus de 95% des voix exprimés, contre son rival Sabbahi.

Mars 2015 : grande conférence économique internationale organisée à Sharm el Sheikh ; objectif : obtenir des participations financières étrangères aux grands projets égyptiens (doublement de la voie du Canal de Suez, exploitation du pétrole et du gaz).

Bien entendu je reviendrai dans ce texte sur ces farces électorales à répétition, sur le soutien sans défaillance apporté par les Etats Unis à leur allié préférentiel (les Frères Musulmans), sur les actes de gangstérisme fasciste pratiqués par Morsi et ses comparses au gouvernement pendant un an, facteur décisif de leur chute.

L'Egypte à la Une des médias

L'Egypte est depuis 2011 fréquemment à la Une des informations internationales. Mais il s'agit plus souvent de désinformation. Certains faits sont montés en épingle (quelques centaines de manifestants Frères Musulmans sont présentés comme une immense démonstration de force), d'autres cachés (comme la campagne de signatures – vingt-cinq millions effectivement collectées – exigeant la démission du Président Morsi ; jamais mentionnée). Mais au-delà de la sélection des « faits », la désinformation concerne l'analyse de la situation et la définition des défis. Le clergé médiatique au service de l'aristocratie financière des puissances de l'OTAN et ses alliés du Golfe (en particulier la chaîne de El Djazireh) dominant la scène. Le discours reproduit *ad nauseam* la même chanson : les concepts et les ambitions du nationalisme – nassérien en l'occurrence – et du communisme relèvent d'un passé irrévocablement révolu, l'époque de la guerre froide ; la démocratie électorale et l'ajustement aux exigences de la mondialisation libérale sont les seuls objectifs réalistes, les seuls porteurs du progrès possible ; les peuples, en particulier ceux des pays

musulmans, ont toujours donné et donnent à nouveau plus que jamais, une place prioritaire dans l'expression de leur identité à leur croyances religieuses ; de ce fait le seul « mouvement de masse » qui existe en Egypte, et dans bien d'autres pays, est représenté par le courant islamique ; ce courant islamique est pluriel et différencié et n'est pas par nature incompatible avec la démocratie ; en particulier les Frères Musulmans en Egypte sont capables de se convertir à la démocratie ; l'Egypte a été gouvernée depuis 1952 (soit 70 ans) par des dictatures militaires ; la première élection libre en Egypte a porté des civils – Frères Musulmans et Salafistes en forte majorité – au Parlement et à la Présidence ; le Président élu – Morsi – a été renversé par un coup d'Etat militaire le 3 Juillet 2013 ; la seule solution acceptable pour sortir du chaos et écarter la menace de « guerre civile » exige le retour au pouvoir du Président civil élu.

Chacune de ces affirmations est contraire à ce que la moindre analyse sérieuse de l'histoire et des événements en cours, en Egypte et partout ailleurs dans le monde, permettrait de conclure. Il ne s'agit donc ni « d'information objective », ni « d'analyse réaliste », mais tout simplement d'intoxication par la propagande des pouvoirs majeurs en place : le capital international financier et les instruments politiques à sa seule dévotion.

Complots ou stratégie de reconquête impérialiste ?

En Tunisie et en Egypte l'explosion généralisée de la colère populaire en 2010 et 2011 était prévisible. Des signes avant-coureurs forts – les grèves des mineurs de Gafsa en Tunisie, les grèves à répétition en Egypte, la première manifestation osée organisée par *Kefaya* – en annonçaient l'imminence. L'explosion a quand même surpris l'opinion générale, à l'exception de quelques individus et peut être d'embryon de partis potentiellement radicaux ; elle a certainement surpris également les pouvoirs en place et leurs sponsors (la CIA entre autre). Ces deux mouvements populaires se sont exprimés à travers des manifestations pacifiques gigantesques en grande partie spontanées associant un large éventail de forces sociales dont les motifs de colère étaient de ce fait divers et variés, même s'ils devraient être largement potentiellement convergents. La diversité des composantes du mouvement de colère générale, l'émiettement des revendications (droits démocratiques, justice sociale) et l'absence – ou la faiblesse extrême – de leur organisation, constituent les raisons évidentes de la réduction de leur revendication à ce stade à un seul objectif : chasser Ben Ali et Moubarak. Les puissances qui soutenaient les régimes en question, soumis aux diktats de la mondialisation libérale imposés par la logique de l'impérialisme dominant de la triade (Etats Unis – Europe – Japon) ont alors lâché les deux dictateurs, sans pour autant renoncer à annihiler la portée du mouvement. Et pour y parvenir, les Etats Unis et leurs alliés subalternes européens ont choisi de faire intervenir les Frères Musulmans pour désorienter et récupérer la « révolution ».

L'arc en ciel des courants de l'Islam politique réactionnaire – Frères Musulmans, Salafistes, djihadistes – peut paraître ne constituer qu'une nébuleuse diverse et variée ; et les médias dominants le présentent de cette manière. Je reviendrai plus loin sur le double dénominateur commun qui réunit ces organisations – qualifiées de terroristes pour les unes, d'Islam « démocratique » pour d'autres : (i) leur projet théocratique anti-démocratique par nature ; (ii)

leur adhésion à la gestion capitaliste néolibérale ultra réactionnaire et antipopulaire du système économique et social, le seul objectif réel poursuivi par la triade impérialiste.

On sait – ou non devrait savoir – que les Frères Musulmans ont dans un premier temps pris position contre l'explosion populaire en Egypte, pour s'y rallier par la suite, avec l'accord des Etats Unis et de l'Europe.

L'intervention des puissances impérialistes est multiforme. Elle se manifeste par l'alliance politique ouverte et renouvelée entre Washington (et derrière elle des capitales européennes) et l'Islam politique réactionnaire. Je dis bien renouvellement, puisque, comme je l'ai illustré dans le chapitre premier de mon ouvrage cité plus haut, cette alliance fonctionnait déjà depuis longtemps ; je dirai même depuis la création des Frères Musulmans en 1928. Mais cette intervention met en œuvre également d'autres moyens « modernes » : l'infiltration des mouvements populaires par la CIA, via la pléthore d'ONG à son service. Les livres de Chérif Amir (*L'histoire secrète des Frères Musulmans* ; 2014) et de Michel Raimbaud (*Tempête sur le Grand Moyen Orient*, 2014) en fournissent des preuves établies. Ces manipulations poursuivent l'objectif de maintenir et d'approfondir l'émiettement du mouvement, le condamnant de ce fait à demeurer incapable de formuler et de mettre en œuvre une stratégie positive amorçant la transformation progressiste de la société ; de semer la confusion idéologique en substituant à la critique radicale du libéralisme mondialisé et impérialiste l'éloge de la diversité et la dérive en direction de la défense « d'identités » prétendues primordiales.

S'agit-il de « complot permanent » ? Non, il s'agit d'une stratégie cohérente et malheureusement efficace jusqu'à ce jour, faute de cristallisation d'une gauche alternative radicale et audacieuse, seule capable d'unir – dans la diversité – les revendications légitimes des victimes du système. Cela étant cette stratégie n'exclut pas les « complots », loin de là. La diplomatie de Washington, et les interventions de la CIA se complètent. Renverser un Président élu comme Allende le 11 Septembre 1973, assassiner (aujourd'hui par l'utilisation de drones) tel ou tel adversaire, constituent par eux-mêmes des procédés qu'il faudrait qualifier de leur nom véritable : complot, terrorisme d'Etat.

Ayant tiré la leçon de leur surprise première face aux explosion tunisienne et égyptienne, Washington a alors décidé de devancer des mouvements analogues, possibles ou non ailleurs, par, cette fois, l'intervention brutale directe et la guerre préventive, en Lybie et en Syrie, au Yémen ; et l'Islam politique réactionnaire armé a été sollicité à cette fin.

Dès le départ de prétendus mouvements de révolte libyens qui en réalité n'étaient ni populaires, ni pacifistes, mais constitués de petits groupes armés, se sont attaqués aux forces de l'ordre (police et armée) ; et, dans la même foulée, le jour même de leur intervention, ont appelé les forces de l'OTAN à leur secours. On sait ce que cela a produit : au-delà de l'assassinat de Kadhafi, l'éclatement du pays livré aux seigneurs de guerre et évidemment pas le moindre progrès démocratique. Erreur de calcul des puissances de l'OTAN ? Non, stratégie qui est parvenue à ses fins véritables.

En Syrie où un terrain favorable à l'explosion populaire fermentait depuis le ralliement du régime du Baas tardif à « l'infitah » (la soumission aux exigences de la mondialisation en place), des manifestations pacifistes amorçaient un autre « printemps arabe ». Mais simultanément, et dès le premier jour, les Frères Musulmans et des djihadistes armés attaquaient les forces de l'ordre et réclamaient à leur tour l'intervention de l'OTAN (et de la Turquie à la fois islamiste et membre de l'OTAN). Ce qui leur a été accordé. Laurent Fabius – l'ami inconditionnel d'Israël – n'est-il pas allé jusqu'à oser dire que les djihadistes de Nosra « font du bon boulot en Syrie ». Tant qu'ils coupaient les têtes de soldats syriens, d'Alaouites et de Chrétiens, ils étaient des amis utiles dont le seul acte de terrorisme a été de couper celle d'un Français. On devrait pourtant savoir que les fascistes islamistes, comme tous les fascistes, sont incapables d'éviter les bavures, comme je l'ai rappelé ailleurs (ref, Fascism returns to contemporary capitalism, *Monthly Review* 2014). Mais la Syrie de Bachar a tenu, en partie grâce au soutien de l'Iran et de la Russie, mais surtout parce que son armée ne s'est pas désintégrée comme l'espéraient Washington et les capitales européennes.

La stratégie que les Etats Unis ont développé concernant la « ceinture verte » - qui s'étend du Maroc à l'Indonésie est fondée depuis 1945 sur une alliance stratégique avec l'Arabie Saoudite et l'Islam politique réactionnaire. Alliance dirigée non seulement contre l'adversaire « communiste » d'hier (l'Union Soviétique et la Chine) mais tout autant contre le nationalisme anti-impérialiste arabe qui avait contraint l'impérialisme au recul à l'époque de Bandoung. Aujourd'hui, en dépit de l'effondrement de l'Union Soviétique, du changement de cap de la Chine et de la soumission des gouvernements arabes au diktat de la mondialisation libérale, Washington poursuit sans défaillance cette même stratégie par crainte d'une renaissance toujours possible du monde arabe et de la Russie, capable d'imposer une réorganisation du système mondial sur la base du principe de la multipolarité négociée. L'allié « islamique » (wahhabite, salafiste, djihadiste) est précieux, parce que son gouvernement de la région condamne ses peuples à l'impuissance. Certes ce modèle de gouvernement despotique à l'endroit de ses sujets demeure aussi – comme tous les fascismes – incapable d'éviter les dérapages terroristes dirigés contre « l'Occident ». Mais tout compte fait ces dérapages sont utiles pour la poursuite de la stratégie de destruction des sociétés arabes : ils fournissent l'argument qui donne l'apparence de légitimité aux agressions de l'OTAN et renforce le consensus de « l'opinion », manipulée de cette manière. Avec le cynisme dont elle est coutumière la diplomatie de Washington gagne alors sur les deux tableaux.

Cette stratégie est également celle du sionisme. On pourrait aller jusqu'à dire que celui-ci inspire les attitudes extrêmes prises par les exécutants subalternes de l'alliance impérialiste – la France en particulier. L'ouvrage de Michel Raimbaud en donne des preuves convaincantes. Washington par contre se garde le « droit » de ne pas aller jusqu'à l'extrême, s'il le juge tactiquement nécessaire.

Le triomphe éphémère des Frères Musulmans

L'intervention des Frères Musulmans en Egypte et de Nahda (branche des Frères) en Tunisie a-t-elle, comme on le dit trop souvent sans réfléchir, donné à l'explosion de colère générale la puissance qui lui manquait pour remporter la victoire, c'est-à-dire chasser Moubarak et Ben

Ali ? L'analyse des faits conduit à une toute autre conclusion : cette intervention a affaibli le mouvement en le divisant et en permettant ainsi aux Etats Unis et à leurs alliés subalternes européens d'intervenir à leur tour dans le déroulement de la suite des événements.

Washington, et ses alliés subalternes, alimentent une campagne visant à dédouaner les Frères et à les faire accepter comme des partenaires incontournables de la nouvelle « démocratie » arabe. Les « islamistes » sont présentés alors comme une nébuleuse dont certains partenaires seulement seraient terroristes, d'autres non. C'est faire peu cas de l'unité qui rassemble tout l'Islam politique réactionnaire : son projet théocratique.

Washington a donc mis en avant l'exigence – d'apparence démocratique – de la tenue rapide d'élections en Tunisie et en Egypte, et a obtenu gain de cause. Mais comme on devrait le savoir, le recours à des élections est presque toujours le moyen d'arrêter le déploiement des luttes. On en a vu bien d'autres exemples dans l'histoire (y compris, par exemple en France, en 1968).

Les victoires électorales des Frères et des Salafistes en Tunisie et en Egypte en 2011 et 2012 ne sont pas surprenantes. Elles trouvent leur explication évidente dans la conjoncture de trois évolutions dangereuses des sociétés concernées : la catastrophe sociale produite par le libéralisme économique, la dépolitisation associée à l'exercice du despotisme par les dictatures au service de ce libéralisme, l'involution des systèmes d'éducation, également exigée par le libéralisme en question.

La dégradation produite par la mondialisation capitaliste contemporaine a entraîné un gonflement prodigieux des activités dites « informelles », qui, en Egypte, fournissent leurs moyens de survie à plus de la moitié de la population (les statistiques disent : 60%). Or les Frères Musulmans, sont fort bien placés pour tirer profit de cette dégradation et en perpétuer la reproduction. Leur idéologie simple donne une légitimité à cette économie misérable de marché/ de bazar, aux antipodes des exigences d'un développement digne de ce nom. Les moyens financiers fabuleux mis à leur disposition (par le Golfe) permettent de le traduire en moyens d'action efficaces : avances financières à l'économie informelle, charité d'accompagnement (centres de soins et autres). C'est de cette manière que les Frères s'implantent dans la société réelle et la placent sous leur dépendance. Les pays du Golfe n'ont jamais eu l'intention de soutenir le développement des pays arabes, par des investissements industriels par exemple. Ils soutiennent un modèle de « lumpen développement » - pour utiliser les termes proposés naguère par André Gunder Frank – qui enferme les sociétés concernées dans une spirale descendante de paupérisation et d'exclusion, laquelle à son tour renforce l'emprise de l'Islam politique réactionnaire sur la société.

Par ailleurs la gestion du capitalisme « libéral » contemporain repose sur le socle de la dépolitisation organisée systématiquement par le pouvoir en place. Dans les centres le ralliement de la gauche historique au social-libéralisme, fondement de la société d'apparence de « consensus », a annihilé la signification du contraste politique et social antérieur droite/gauche. Dans les périphéries l'épuisement puis la répression de tous les courants historiques du nationalisme populaire a créé un vide que la religion (Islam, Hindouisme, Bouddhisme) ou l'ethnicité (en Yougoslavie, en Afrique et ailleurs) a occupé, sortant des coulisses pour s'installer sur le devant de la scène. Dans ces conditions les balivernes de la dogmatique du libéralisme sont acceptées comme monnaie sonnante et trébuchante par les

opinions générales dominantes. Dans le cas de l’Egypte l’Islam politique réactionnaire a souscrit sans hésitation aux « recettes » des politiques économiques libérales (« vive le marché », nous n’avons rien à dire sur ce sujet, répète-t-il à satiété). Il a ainsi contribué à transférer le centre de gravité du débat du champ des intérêts sociaux et des luttes sociales (luttes de classes, prenant en compte toutes ses complexités concrètes) à celui des questions prétendues théologiques. Mais l’opinion démocratique qui rejette la réponse théocratique (comme l’a montré la manifestation grandiose du 30 Juin 2013) est elle-même contaminée par le « virus libéral ». Elle contribue à son tour à transférer le débat du champ économique et social qui commande la réalité à celui du choix abstrait en faveur de la démocratie électorale sans plus. La repolitisation générale qui caractérise la scène égyptienne depuis 2011 est réelle, visible pour tous. Elle constitue certainement un bon signe pour l’avenir. Mais elle demeure jusqu’ici faible, au sens que sa prise de conscience du lieu du défi réel (les dévastations sociales produites par le libéralisme économique) demeure très insuffisante dans les larges masses populaires. Le monde contemporain paie cher cette régression de la culture politique, en particulier de l’effacement du marxisme. Une régression caractéristique du creux de la vague historique, la page de la vague des montées et des avancées du XXe siècle étant tournée, et celle de la renaissance du mouvement au socialisme du XXIe siècle à peine dessinée.

Il faut enfin signaler les effets désastreux de la destruction des systèmes d’éducation. Le libéralisme exige que les programmes répondent à la demande du marché. Et, dans cet esprit, les patrons étatsuniens ont systématiquement démantelé le système d’éducation de l’Irak, de l’école primaire à l’Université pour ne retenir finalement guère que deux enseignements : la religion et le business. Sans même cette intervention brutale et cynique, les systèmes d’éducation dans tout le monde arabe comme presque partout ailleurs sur la Planète ont été soumis, entre autre par la privatisation, à des réformes qui ont délibérément écarté tous les enseignements « inutiles » – la philosophie, l’histoire, la pensée sociale – indispensables pour la construction d’une société digne de ce nom, de citoyens libres et capables de s’exprimer en termes politiques efficaces. Ces réformes ont favorisé partout la dérive terroriste. Ce que les médias occidentaux qualifient « d’Islam moderne » n’est rien d’autre que le produit de cette greffe de la « religion » (entendue comme pratique ritualiste) et du « business ». Le « Musulman moderne » en question est un individu incapable de raisonnement critique, même s’il sait manier à la perfection un ordinateur.

Néanmoins le succès des Frères Musulmans, quand bien même eut-il été éphémère aurait été difficile s’il n’avait pas répondu parfaitement aux objectifs des pays du Golfe, de Washington et d’Israël. Ces trois alliés intimes partagent la même préoccupation : faire échouer le redressement de l’Egypte. Car une Egypte forte, debout, c’est la fin du triple hégémonisme du Golfe (la soumission au discours de l’islamisation de la société), des Etats Unis (l’Egypte compradorisée et misérabilisée reste dans leur giron) et d’Israël (l’Egypte impuissante laisse faire en Palestine).

Le ralliement des régimes au néo libéralisme et à la soumission à Washington a été brutal et total en Egypte avec Sadate, plus lent et mesuré en Algérie et en Syrie. J’ai rappelé dans le chapitre premier de ce livre que les Frères Musulmans – partie prenante du système du pouvoir – ne doivent pas être considérés simplement comme un « parti islamiste », mais avant

tout comme un parti ultra réactionnaire, de surcroît islamiste. Réactionnaire non seulement à propos de ce qu'on appelle les « problèmes de société » (le voile, la sharia, la discrimination à l'égard des Coptes), mais tout autant dans les domaines fondamentaux de la vie économique et sociale : les Frères sont opposés aux grèves, aux revendications concernant le travail, aux syndicats indépendants du pouvoir, au mouvement de résistance à l'expropriation des paysans etc.

L'avortement planifié de la « révolution égyptienne » garantirait donc la continuité du système mis en place depuis Sadate, fondé sur l'alliance du commandement de l'armée et de l'Islam politique. Certes, forts de leur victoire électorale les Frères étaient désormais en mesure d'exiger davantage de pouvoir que celui jusqu'ici concédé par les Militaires. Une révision du dosage dans le partage des bénéfices de cette alliance au bénéfice des Frères s'est avérée néanmoins finalement impossible.

Le gouvernement des Frères a démontré dans un temps record son incapacité à s'implanter dans la société. Quelques semaines à peine après leur victoire électorale, le Parlement et le Président perdaient leur légitimité aux yeux de la majorité écrasante des citoyens, y compris ceux qui, par naïveté, avaient voté pour eux. L'arrogance des Frères a certainement contribué à ce retournement des opinions. Morsi pensait pouvoir mettre en place l'Etat théocratique défini par le programme des Frères aussi rapidement que Khomeyni l'avait fait en Iran. Il oubliait que la révolution iranienne avait été conduite par les Islamistes, tandis qu'en Egypte ceux-ci avaient seulement pris le train en marche. Morsi a donc systématiquement démis tous les fonctionnaires responsables pour les remplacer sur le champ par des Frères, généralement incompetents et avides d'enrichissement. Il n'a pas hésité à dire qu'ayant été élu, il en avait le droit ! Imagine-t-on ailleurs un Président élu révoquant tous les membres du Conseil Supérieur de la Magistrature, du Conseil des Médias, et de toutes les Institutions nationales (Universités, Musées, Electricité, Chemins de fer etc) au mépris de tous les règlements propres à ces institutions ? Pourtant le qualificatif de « coup d'Etat permanent » qui était sur toutes les lèvres, n'a fait l'objet d'aucun commentaire des médias occidentaux ! De surcroît les Frères n'ont pas compris qu'il leur fallait composer avec le CSFA ; ils ont choisi de tenter d'en éliminer immédiatement la présence politique.

Les farces électorales de 2011 et 2012

En Egypte les élections parlementaires d'octobre 2011 et présidentielles de 2012 ont été tout sauf honnêtes et transparentes.

Le premier tour des élections présidentielles du 24 mai 2012 avait été organisé pour atteindre l'objectif que le système en place et Washington poursuivent : renforcer l'alliance des deux piliers du système – le commandement de l'armée et les Frères Musulmans et régler leur différent (lequel des deux occupera le devant de la scène). Les deux candidats « acceptables » dans cet esprit ont été les seuls à bénéficier de moyens de campagne. Morsi (FM : 24%) et Chafiq (l'armée : 23%). L'authentique candidat du mouvement – Hamdin Sabbahi – qui n'a pas bénéficié des moyens normaux mis à la disposition des candidats, n'aurait obtenu que 21% (chiffre lui-même discutable). Au terme de longues négociations un marché a été conclu pour déclarer Morsi « gagnant » du second tour. L'Assemblée, comme le Président ont été élus grâce à l'organisation massive de la distribution de « cartons » (bourrés de viande, d'huile et de sucre) distribués aux électeurs ayant donné leur voix aux Islamistes. Il faudrait également mentionner les fraudes massives (bourrage d'urnes par les miliciens des Frères s'emparant de bureaux de vote), l'interdiction faite aux villageois coptes de participer au vote

etc. Néanmoins les « observateurs étrangers » n'avaient pas remarqué ce qui est pourtant la risée de la rue égyptienne.

Lorsque donc en Avril 2012 la Cour Constitutionnelle a invalidé les élections parlementaires, elle n'a rien fait d'autre que de constater la fraude massive réelle. On observera néanmoins que cette dissolution avait été retardée par le Commandement de l'Armée, qui souhaitait peut être donner au gouvernement issu de cette Assemblée le temps nécessaire pour se discréditer aux yeux de l'opinion par son refus obstiné de traiter des questions sociales (l'emploi, les salaires, l'école, la santé).

En Egypte la rédaction d'une nouvelle constitution n'a pas été l'objet de beaucoup d'attention. La Constitution nassérienne, elle-même révisée par Sadate, n'a jamais été remise en cause. Le régime présidentiel qu'elle institue – à l'instar de ce qu'il est ailleurs dans le monde, aux Etats Unis, en France, en Amérique latine, en Afrique – constitue, à mon avis, un pas en arrière en comparaison des régimes parlementaires inventés en Europe aux XIXe et XXe siècle. Car ce système contribue fortement à « pipoliser » (expression nouvelle tirée de l'usage du mot anglais « people » pour désigner les stars médiatiques) la politique, à substituer au débat sur les programmes de faux débat conduits par deux personnages médiatiques proches, l'un et l'autre ne remettant pas en cause le consensus libéral économique. Il s'agit donc d'un système parfait pour consolider le pouvoir réel des oligarchies financières.

Dans le cas égyptien le débat n'a porté que sur les amendements proposés concernant la place de la *Sharia* dans la loi : source exclusive, principale ou l'une des sources avec d'autres. L'amendement soumis par référendum en Mai 2011 accentuait le caractère islamique de la loi. Il a été combattu par la majorité active des acteurs du mouvement, mais néanmoins adopté, sous la pression des islamistes (ne reculant pas devant la fraude, comme d'habitude) et la neutralité adoptée à son endroit par le Commandement de l'Armée.

De surcroît la constitution égyptienne n'est pas seulement une constitution présidentielle du format habituel. Elle interdit aux pouvoirs civils élus tout droit de regard sur les agissements du Conseil Suprême des Forces Armées, toujours donc garant de l'ordre public en dernier ressort.

La dérive constitutionnelle est venue par la suite, sous le règne de Morsi. Le projet constitutionnel fabriqué par les Frères Musulmans devait permettre la mise en place d'un régime théocratique, inspiré par l'exemple de l'Iran. Il faut savoir que la révolution khomeyniste de 1979 avait été saluée avec enthousiasme par les Frères, en dépit du shiisme iranien. Le projet égyptien prévoyait donc la substitution d'un Conseil des Ulémas à la Cour Constitutionnelle. Ce Conseil aurait bénéficié d'un droit de regard et de veto qui annihilait en fait le partage des pouvoirs. Il était en effet habilité à casser tout projet de loi adopté par les députés si jugé non conforme à son interprétation propre de la sharia. De la même manière le Conseil était habilité à casser toute décision de l'exécutif et de l'administration et tout jugement prononcé par un tribunal quelconque. Lorsque donc Sissi annulait ce projet en Juillet 2013 il n'a rien fait d'autre que de soutenir l'opinion quasi unanime opposée à cette dérive théocratique.

La raison de la cassure ultérieure entre les Frères Musulmans et le régime iranien ne reposait pas sur une appréciation différente du régime souhaitable (la théocratie dans les deux cas) mais sur d'autres considérations politiques conjoncturelles.

Dans les pays du Golfe wahhabisme rime avec tribalisme. L'alliance scellée au XVIIIe siècle par le fondateur du wahhabisme et le clan des Saoud avait défini une fois pour toute le modèle du régime : théocratie wahhabite et gestion du pays par la monarchie absolue des Saoud. Or cette greffe pourrait être remise en question par certains courants du salafisme (y compris d'allégeance wahhabite) qui aspireraient à débarrasser la théocratie de la tutelle royale ; et Ben Laden avait amorcé cette évolution. La monarchie saoudite exige donc de ses alliés de l'Islam politique qu'ils se séparent définitivement de ces aspirations « trop fondamentalistes » ! Les Frères ayant négligé de le faire ont été alors contraints à troquer le soutien de Ryad pour celui du Qatar, qui, pour des raisons particulières, a pris la relève. Par ailleurs la confrontation entre les Etats du Golfe et l'Iran pour le contrôle de la circulation maritime dans la région a pris une tournure plus aigüe, les Etats Unis craignant l'adoption par l'Iran d'une posture politique indépendante, quand bien même son adhésion aux principes du libéralisme économique ne serait pas remise en question. Bien entendu dans ce conflit les concurrents mobilisent alors les allégeances religieuses (Chiisme et Sunnisme).

Le système en place, « présidé » par Morsi était le meilleur garant de la poursuite du lumpen-développement et de la destruction des institutions de l'Etat, qui sont les objectifs poursuivis par Washington. Le mouvement, qui n'a rien perdu de son engagement ferme dans des luttes pour la démocratie, le progrès social et l'indépendance nationale, s'est donc poursuivi après la farce électorale qui avait donné le pouvoir à Morsi et aux Frères. Il est finalement parvenu à créer les conditions de la chute de Morsi et de ses acolytes et à mettre un terme aux extravagances outrancières du gouvernement despotique des Frères.

Néanmoins aucune des questions fondamentales rappelées ici ne paraissent avoir préoccupé les acteurs politiques majeurs au-delà de quelques intellectuels vigilants. Tout s'est passé comme si l'objectif final de la « révolution » avait été d'obtenir rapidement des élections. Comme si la source exclusive de légitimité du pouvoir résidait dans les urnes. Mais il y a pourtant une autre légitimité, supérieure - celle de la poursuite des luttes pour le progrès social et la démocratisation authentique des sociétés ! Ces deux légitimités sont appelées à des confrontations sérieuses à venir. On le voit déjà se dessiner clairement en Egypte.

L'Islam politique est-il soluble dans la démocratie ?

Nous sommes envahis par des discours rassurants à cet effet, d'une incroyable naïveté, sincère ou fausse. « C'était fatal, nos sociétés sont imprégnées par l'Islam ; on a voulu l'ignorer ; il s'est imposé » disent les uns. Comme si ce succès de l'Islam politique n'était pas dû à la dépolitisation et à la dégradation sociale qu'on veut ignorer. « Cela n'est pas si dangereux ; le succès est passager et la faillite du pouvoir exercé par l'Islam politique amènera les opinions à s'en détacher ». Comme si les Frères en question étaient acquis au principe du respect des principes démocratiques ! Ce à quoi font semblant de croire Washington, les « opinions » fabriquées par les médias dominants et la cohorte des « intellectuels » arabes, par opportunisme ou absence de lucidité.

On entend dire : il existe des partis Chrétiens Démocrates, pourquoi pas des partis Islamistes démocrates ? Oui, en théorie abstraite, pourquoi pas. Si le parallèle ne tient pas la route, c'est

tout simplement parce que les Frères ont créé un parti fasciste. Les Frères sont dirigés depuis 1928 par un « Mourchid », un choix de nom inspiré par leur admiration du Duce et du Führer. Celui-ci est choisi par un comité dont les noms des membres sont tenus secrets. La Confrérie prévoit dans ses textes fondateurs la création parallèle d'une « Organisation secrète » qui se donne le droit, par exemple, d'incendier des Eglises. Je traduis pour les Européens : connaissez-vous un parti Chrétien démocrate qui se donnerait le droit d'incendier des synagogues ?

Non. L'exercice du pouvoir par l'Islam politique réactionnaire serait appelé à durer ... 50 ans ? Et alors qu'il contribuerait à enfoncer les sociétés qu'il soumettrait chaque jour dans l'insignifiance sur l'échiquier mondial, les « autres » poursuivraient leurs avancées. Au terme de cette triste « transition » les pays concernés se retrouveront au bas de l'échelle de la classification mondiale.

La dépolitisation a été décisive dans la montée en scène de l'Islam politique. Cette dépolitisation n'est certainement pas spécifique à l'Egypte nassérienne puis post nassérienne. Elle a été la pratique dominante dans toutes les expériences nationales populaires du premier éveil du Sud et même dans celles des socialismes historiques après que la première phase de bouillonnement révolutionnaire ait été dépassée. Dénominateur commun : la suppression de la pratique démocratique (que je ne réduis pas à la tenue d'élections pluripartites), c'est-à-dire du respect de la diversité des opinions et des propositions politiques, et de leur organisation éventuelle. La politisation exige la démocratie. Dans tous les cas sa suppression, à l'origine donc de la dépolitisation, est responsable du désastre ultérieur. Que celui-ci prenne la forme de retours aux passésismes (religieux ou autres). Ou qu'il prenne celle de l'adhésion au « consumisme » et au faux individualisme proposée par les médias occidentaux, comme ce fut le cas chez les peuples de l'Europe orientale et de l'ex URSS, comme c'est le cas ailleurs également non pas seulement au sein des classes moyennes (bénéficiaires éventuels du développement) mais également au sein des classes populaires qui, faute d'alternative, aspirent à en bénéficier, même à une toute petite échelle (ce qui est évidemment parfaitement compréhensible et légitime).

Dans le cas des sociétés musulmanes cette dépolitisation revêt la forme principale du « retour » (apparent) de l'Islam. L'articulation associant le pouvoir de l'Islam politique réactionnaire, la soumission compradore et la paupérisation par l'informalisation de l'économie de bazar (le lumpen développement) n'est pas spécifique à l'Egypte. Elle caractérise déjà la plupart des sociétés arabes et musulmanes, jusqu'au Pakistan et au-delà. Cette même articulation opère en Iran ; le triomphe de cette économie de bazar avait été signalé dès le départ comme le résultat majeur de la « révolution khomeyniste ». Cette même articulation pouvoir islamique/économie de marché de bazar a dévasté la Somalie, désormais effacée de la carte des nations existantes (cf Y a-t-il une solution aux problèmes de la Somalie ?; *Recherches Internationales* 2011).

La question de la politisation démocratique constitue, dans le monde arabe comme ailleurs, l'axe central du défi. Notre époque n'est pas celle d'avancées démocratiques, mais au contraire de reculs dans ce domaine. La centralisation extrême du capital des monopoles généralisés permet et exige la soumission inconditionnelle et totale du pouvoir politique à ses ordres. L'accentuation de pouvoirs « présidentiels », d'apparence individualisés à l'extrême mais en fait intégralement soumis au service de la ploutocratie financière, constitue la forme de cette dérive qui annihile la portée de la défunte démocratie bourgeoise (elle-même renforcée un temps par les conquêtes des travailleurs) et lui substitue la farce démocratique. Dans les périphéries les embryons de démocratie, quand ils existent, associés à des

régressions sociales encore plus violentes que dans les centres du système, perdent leur crédibilité. Le recul de la démocratie est synonyme de dépolitisation. Car celle-ci implique l'affirmation sur la scène de *citoyens* capables de formuler des projets de société *alternatifs*, et non seulement d'envisager, par des élections sans portée, « l'alternance » (sans changement !). Le citoyen capable d'imagination créatrice disparu, l'individu dépolitisé qui lui succède est un *spectateur passif* de la scène politique, un *consommateur* modelé par le système qui se pense (à tort) *individu libre*. Avancer sur les chemins de la démocratisation des sociétés et de la re politisation des peuples sont indissociables. Mais par où commencer ? Le mouvement peut être amorcé à partir de l'un ou de l'autre de ces deux pôles. Rien ici ne peut être substitué à l'analyse concrète des situations en Algérie, en Egypte, tout comme en Grèce, en Chine, au Congo, en Bolivie, en France ou en Allemagne. A défaut d'avancées visibles dans ces directions le monde s'engagera, comme il l'est déjà, dans la tourmente chaotique associée à l'implosion du système. Le pire est alors à craindre.

A propos du salafisme

Le salafisme est le produit de l'avortement de la *Nahda* du 19^{ième} siècle (cf chapitre 3 de mon livre mentionné) que clôturent les propositions obscurantistes de Rachid Reda, converti au wahhabisme –la forme la plus archaïque de l'Islam- adoptées d'emblée par les Frères Musulmans dès l'origine (1927). Les salafistes rejettent les concepts de liberté et de démocratie qui, selon eux, ne tiennent pas compte de la « nature » qui impose à l'homme d'obéir à Dieu (« comme un esclave doit obéir à son maître » –l'expression est la leur). Bien entendu seuls les ulémas sont autorisés à dire ce que Dieu ordonne. La voie est alors ouverte à la théocratie (*wilayah al faqih*).

Comme Burke et de Maistre les salafistes sont les ennemis de la « modernité » si l'on entend par là la proclamation que l'être humain est individuellement et collectivement –en société – responsable de faire son histoire. Les médias prétendent néanmoins que les salafistes sont « modernes », au prétexte qu'ils n'interdisent pas les ordinateurs et le « business management », qu'ils enseignent d'ailleurs à partir de manuels que l'USAID leur fournit. Evidemment la gestion du système a besoin de serviteurs compétents, à condition qu'ils soient dépourvus de capacité critique.

Les Frères, les salafistes et les djihadistes se partagent les tâches « d'islamisation de la société et de l'Etat ». Les salafistes et les djihadistes disent ouvertement ce que les Frères pensent toujours mais ne disent plus, pour mériter le certificat de démocratie qu'Obama leur a décerné.

Démocratie ou destruction des Etats et des Nations ?

L'objectif des Etats Unis et de leurs alliés subalternes de l'Otan pour le « grand Moyen Orient » n'est certainement pas la démocratie mais la garantie de la poursuite de la soumission des pays concernés aux exigences du déploiement de la mondialisation telle qu'elle est, opérant au bénéfice exclusif des monopoles impérialistes. « Tout changer afin que rien ne change ». Le lumpen développement, fondé sur l'exclusion et la paupérisation des grandes majorités, est le produit incontournable de cette stratégie.

La réalisation de l'objectif passe par la destruction des Etats et des sociétés qui lui résistent. L'Irak en fournit le modèle. Ici les occupants étatsuniens ont substitué à la dictature de Saddam Hussein trois dictatures encore plus criminelles, au nom de la « religion » (sunna et

shia) ou de « l'ethnicité kurde ». Ils ont par ailleurs procédé à l'assassinat systématique de dizaines de milliers de cadres scientifiques et professionnels, poètes inclus, et interdit toute forme d'éducation autre que « religieuse » et « utile » (le « business management » !).

L'objectif qui se profile derrière la destruction de la Syrie vise dans l'immédiat l'Iran, sous le prétexte fallacieux de son équipement nucléaire. Deux poids, deux mesures, comme toujours : l'équipement nucléaire militaire d'Israël ne fait, lui, l'objet d'aucune observation !

Mais au-delà cette stratégie vise les pays émergents, en premier lieu la Chine et la Russie. L'*establishment* des Etats Unis a formulé à cet effet une stratégie en deux temps. Il s'agit d'abord de « contenir » les efforts que ces pays déploient pour moduler la mondialisation et imposer sa gestion polycentrique, en mettant un terme à « l'hégémonisme » de Washington. Le terme anglais utilisé ici est celui de « *containment* ». Mais à plus long terme il s'agit de détruire leur capacité de mouvement autonome, de les « recoloniser » en quelque sorte. Le terme utilisé est celui de « *rolling back* ». La perspective implique ouvertement l'abolition du droit international et du respect de la souveraineté des Etats, et le recours à la guerre. Les « guerres préventives » (plus exactement des guerres préparatoires) engagées au Moyen Orient s'inscrivent dans cette perspective.

L'objectif est de garantir la domination du « Nord », c'est-à-dire des monopoles de la triade Etats Unis/Europe/Japon sur le monde, et plus particulièrement de garantir son accès exclusif aux ressources naturelles de la planète entière, pour en faire l'usage qu'on connaît, écologiquement désastreux. Les thèmes pseudo culturels invoqués à cet effet (la défense de la démocratie, elle-même soumise à une érosion continue dans le Nord concerné, la guerre des civilisations, l'invention d'un « droit à l'intervention humanitaire ») sont là pour masquer cet objectif réel. Cette stratégie implique pour les peuples du Sud un lumpen développement et rien d'autre. Ce système n'est pas « soutenable », non seulement pour des raisons écologiques connues, mais tout autant pour le désastre politique et social qui le caractérise. Les « révolutions » arabes ne sont pas les seules réponses (à peine amorcées) au défi. Celles, plus soutenues en Amérique latine, comme la montée des luttes dans le monde entier, Europe incluse, témoignent de la globalité de ce défi.

Esquisse d'une réponse au désastre social

Il ne me paraît pas nécessaire de revenir ici sur les développements que j'ai consacrés dans le chapitre premier de mon livre cité plus haut aux deux longues vagues de tentative d'émergence de l'Egypte (1805-1975, 1920-1070), aux raisons de leur échec et aux deux vagues de restructuration de l'économie et de la société imposées par l'impérialisme dominant qui ont suivi ces échecs (1875-1920, 1970-2011). Nous sommes entrés dans ce qui pourrait devenir une troisième vague de luttes pour l'émergence, raison pour laquelle un bilan des dernières années 2011-2015 ne peut être que partiel et provisoire.

Mis en œuvre à l'échelle mondiale les principes du capitalisme libéralisme ne produisent pas autre chose, dans les périphéries du « sud » qu'un capitalisme de connivences (*crony capitalism*) articulé sur un Etat compradore. C'est ne pas le développement, mais un lumpen-développement. L'exemple de l'Egypte en fournit un bel exemple.

Capitalisme de connivences, Etat compradore et lumpen développement (1970-2012)

Le projet nassérien de construction d'un Etat national développementaliste avait produit un modèle de capitalisme d'Etat que Sadate s'est engagé à démanteler. Les actifs possédés par l'Etat ont donc été « vendus ». A qui ? A des hommes d'affaires proches du pouvoir : officiers supérieurs, hauts fonctionnaires, commerçants riches (de surcroît soutiens politiques et financiers des Frères Musulmans). Mais également à des « Arabes » du Golfe et à des sociétés étrangères américaines et européennes. A quel prix ? A des prix dérisoires, sans commune mesure avec la valeur réelle des actifs en question. C'est ainsi que s'est construite la nouvelle classe « possédante » égyptienne et étrangère qui mérite pleinement la qualification de capitaliste de connivence (*rasmalia al mahassib*, terme égyptien pour la désigner). La propriété octroyée à « l'armée » a transformé le caractère des responsabilités qu'elle exerçait déjà en tant que institution de l'Etat. Ces pouvoirs de gestion sont devenus ceux de propriétaires privés. De surcroît dans la course aux privatisations les officiers les plus puissants ont également « acquis » la propriété de nombreux autres actifs d'Etat : chaînes commerciales, terrains et ensembles immobiliers en particulier. . Les « entrées de capitaux étrangers » au demeurant modestes, s'inscrivent dans ce cadre. L'opération s'est donc soldée par la mise en place de groupes monopolistiques privés qui dominent l'économie égyptienne.

Cette domination a été renforcés par l'accès presque exclusif de ces nouveaux milliardaires au crédit bancaire, au détriment des petits et moyens producteurs. Ces positions monopolistiques ont été également favorisées par des subventions colossales de l'Etat pour la consommation de pétrole, de gaz naturel et d'électricité par les usines rachetées à l'Etat (cimenterie, métallurgie du fer et de l'aluminium, textiles et autres). Or la « liberté des marchés » a permis à ces entreprises de relever leurs prix pour les ajuster à ceux d'importations concurrentes éventuelles. La logique de la subvention publique qui compensait des prix inférieurs pratiqués par le secteur d'Etat est rompue au bénéfice de super profits de monopoles privés. Les salaires de la grande majorité des travailleurs se sont lourdement détériorés par l'effet des lois du marché du travail libre et de la répression syndicale. Super profits de monopoles privés et paupérisation vont de pair et se traduisent par l'aggravation continue de l'inégalité dans la répartition du revenu renforcée par un système fiscal qui a refusé le principe même de l'impôt progressif. Cette fiscalité légère pour les riches et les sociétés, vantée par la Banque mondiale pour ses prétendues vertus de soutien à l'investissement, s'est soldée tout simplement par la croissance des superprofits.

Ces politiques ont également rendu impossible la réduction du déficit public et de celui de la balance commerciale. Elles ont entraîné la détérioration continue de la valeur de la livre égyptienne, et imposé un endettement interne et externe grandissant. Celui-ci a donné l'occasion au FMI d'imposer avec force les principes du libéralisme.

Un programme de réponses immédiates

Le programme dont je résume les propositions dans le texte qui suit a été l'objet de larges discussions au sein des partis de la gauche égyptienne, des syndicats et de nombreuses

associations concernant les couches moyennes de professionnels. Il a été diffusé dans la presse.

(1) Les opérations de cession des actifs publics doivent être l'objet de remises en question systématiques. Etant donné que les « acheteurs » n'ont pas payé ces prix, leur propriété doit être transférée par la loi à des sociétés anonymes dont l'Etat sera actionnaire à hauteur de la différence entre la valeur réelle et celle payée par les acheteurs.

(2) La loi doit fixer le salaire minimum à un montant plus ou moins équivalent en pouvoir d'achat à 400 Euros (inférieur, en fait, à celui de nombreux pays dont le PIB per capita est comparable à celui de l'Egypte) lequel devra être associé à une échelle mobile avec participation des syndicats dans sa mise en œuvre. Il s'appliquera à toutes les activités des secteurs public et privé.

(3) Les droits des travailleurs – l'emploi, conditions de travail, assurances maladies/chômage/retraites – doivent faire l'objet d'une consultation tripartite (syndicats, employeurs, Etat). Les syndicats indépendants constitués ces dernières années doivent être reconnus, comme le droit de grève (toujours « illégal » dans la législation en cours). Une « indemnité de survie » doit être établie pour les chômeurs

(4) Les subventions octroyées par le budget aux monopoles privés doivent être supprimées.

(5) Une nouvelle législation fondée sur l'impôt progressif des individus et le relèvement à 25% du taux de taxation des bénéfices des entreprises occupant plus de 20 travailleurs doit être mise en place. La taxation des petites et moyennes entreprises, souvent plus lourde (!) doit être révisée la baisse. Le taux proposé pour les tranches supérieures des revenus des personnes – 35% – demeure d'ailleurs léger dans les comparaisons internationales.

(6) L'ensemble des mesures proposées dans les points 4 et 5 permet non seulement de supprimer le déficit actuel mais encore de dégager un excédent. Celui-ci sera affecté à l'augmentation des dépenses publiques pour l'éducation, la santé, le logement. La reconstitution d'un secteur social public dans ces domaines n'impose pas de mesures discriminatoires contre les activités privées de même nature.

(7) Le crédit doit être replacé sous le contrôle de la Banque centrale. Les facilités octroyées aux monopoles doivent être supprimées au bénéfice des PME actives ou qui pourraient être créées dans cette perspective.

(8) Concernant la question agraire, l'objectif est de rendre difficile l'éviction des fermiers incapables de payer les loyers exigés et l'expropriation des petits propriétaires endettés. On préconise le retour à une législation fixant les loyers maximaux de fermage (ils avaient été libérés par les lois successives). Des projets concrets existent destinés à assurer l'essor de la petite paysannerie : amélioration des méthodes d'irrigation (goutte à goutte etc.), choix de cultures riches et intensives (légumes et fruits), libération en amont par le contrôle par l'Etat des fournisseurs d'intrants et de crédits, libération en aval par la création de coopératives de commercialisation associées à des coopératives de consommateurs.

Ce programme d'actions immédiates amorcerait la reprise d'une croissance économique saine et viable. L'argument avancé par ses détracteurs libéraux – qu'il ruinerait tout espoir d'entrées de capitaux d'origine extérieure – ne tient pas la route. L'expérience de l'Egypte et des autres

pays, notamment africains, qui ont accepté de se soumettre intégralement aux prescriptions du libéralisme et ont renoncé à élaborer un projet de développement autonome, montre qu'ils « n'attirent » pas les capitaux extérieurs en dépit de leur ouverture incontrôlée (précisément à cause de celle-ci). Les capitaux extérieurs se contentent alors d'y conduire des opérations de razzia sur les ressources des pays concernés, soutenues par l'Etat compradore. En contrepoint les pays émergents qui mettent en œuvre des projets nationaux de développement offrent des possibilités réelles aux investissements étrangers qui acceptent alors de s'inscrire dans ces projets nationaux.

Le programme des revendications immédiates dont j'ai retracé ici les lignes dominantes ne concerne que le volet économique et social du défi. Bien entendu le mouvement discute tout également de son versant politique : le projet de constitution, les droits démocratiques et sociaux, l'affirmation nécessaire de « l'Etat des citoyens » (*dawla al muwatana*) faisant contraste avec le projet de théocratie d'Etat (*dawla al gamaa al islamiya*) des Frères Musulmans.

Le gouvernement composé exclusivement de Frères Musulmans choisi par Mohammed Morsi avait d'emblée proclamé son adhésion inconditionnelle à tous les principes du libéralisme, pris des mesures pour en accélérer la mise en œuvre, et déployé à cette fin tous les moyens de répression hérités du régime déchu. Cette même politique « libérale » a été poursuivie par le premier Ministre Beblawi, installé par Sissi puis démis, sans doute parce que l'impopularité de cette politique risquait de rejaillir sur Sissi lui-même, sans que son successeur n'ait donné la preuve d'un engagement différent.

Sortir de la confusion.

La plus grande confusion domine néanmoins toujours la scène.

La « constitution » adoptée par referendum en janvier 2014 ne mérite pas son nom. Elle ne rompt pas avec le concept de religion d'Etat (la sharia demeure source du droit) ; elle laisse au commandement de l'armée le pouvoir en dernier ressort. Elle a été néanmoins adoptée avec un certain enthousiasme, parce qu'elle ralliait la volonté de la majorité écrasante d'en finir définitivement avec le projet de théocratie des Frères Musulmans. L'élection présidentielle de juin 2014 a confirmé la victoire de Sissi. Le régime est-il appelé à poursuivre cette même politique de libéralisme qui est à l'origine du désastre ? Il en a donné le signal : on envisage, dit-on, d'élargir le Conseil des Pays du Golfe, pierre angulaire de l'adhésion néo libérale et de la soumission aux objectifs stratégiques des Etats Unis dans la région, pour y inclure l'Egypte, la Jordanie et le Maroc !

Néanmoins cette perspective d'immobilisme demeure fragile. Hamdeen Sabbahi, qualifié de « nassero-communiste inacceptable » par l'ambassade des Etats Unis, avait recueilli autant de voix que Morsi aux dernières élections présidentielles. Cette « minorité » (en termes électoraux) active est la seule qui soit capable d'entraîner dans l'action la majorité du mouvement. Le combat pour imposer la sortie du néo libéralisme et l'adoption du programme dessiné plus haut continue donc. La poursuite des luttes en cours pourrait alors contraindre

Sissi à changer son fusil d'épaule, comme cela fut le cas avec Nasser en 1956, passé du libéralisme économique naïf à l'adhésion au projet de libération nationale et sociale. Certes les conditions de notre époque, différentes de celles de l'époque de Bandoung, interdisent de pousser la comparaison. L'avenir reste ouvert, car « si la Révolution n'a pas changé le régime, elle a changé le peuple ».

Retour sur le débat des années 50

Le retour sur les débats qui ont concerné dans le passé les relations entre les nationalistes nassériens et les communistes permet d'identifier la nature véritable du défi auquel le peuple égyptien était et est toujours confronté. Deux visions et deux projets, deux stratégies pour leur mise en application se heurtaient. Nous avons affaire à d'une part une vision « nationale bourgeoise », c'est-à-dire à un projet « anti impérialiste/antiféodal » (langage de l'époque) que la bourgeoisie nationale, soutenue par un Etat nationaliste pourrait conduire à son terme ; et d'autre part à une vision « nationale populaire » fondée sur l'idée que la bourgeoisie (en l'occurrence égyptienne) ne pouvait pas conduire le mouvement dans le sens souhaité, parce que celle-ci ne conçoit pas d'aller au-delà de compromis (voire compromissions) avec l'impérialisme et la « féodalité », et, qu'en conséquence, seul un large mouvement populaire, dirigé par une avant-garde « communiste », pouvait y parvenir. Cette seconde vision a été, par moments et pour certains, celles des communistes égyptiens. Mais elle est demeurée fluctuante et à d'autres moments a été abandonnée au bénéfice d'un ralliement au projet nationaliste bourgeois (nassérien en l'occurrence). Dans ces temps anciens où le débat nationalisme/communisme ainsi défini occupait le devant de la scène, « l'islamisme » était refoulé dans les coulisses, et l'attachement du peuple à la religion n'influçait pas ses prises de position politiques.

Encore faut-il rappeler que le projet national nassérien n'était pas celui des Officiers Libres, un groupe d'hommes sans culture politique, proches de ce fait des Frères Musulmans. De 1952 à 1955 ils ont mis en œuvre le programme du Syndicat des Industries Egyptiennes : invitation adressée au capital international et à l'aristocratie foncière pour « développer » le pays, amitié avec les Etats Unis. Nasser n'est devenu nassérien qu'après Bandoung, ayant alors compris qu'il lui fallait se séparer de ces officiers réactionnaires pour substituer à leur appui celui de la nation et du peuple. Je renvoie le lecteur ici à mon ouvrage « *Nassérisme et communisme égyptien* ».

Les mêmes questions que celles qui avaient été posées il y a 70 ans émergent à nouveau. Des réponses analogues à celles qui leur avaient été données dans le passé réapparaissent en filigrane. Car ni Moubarak ni Morsi n'ont été éliminés par l'armée. Ils ont été abattus par la colère populaire : des manifestations rassemblant quinze millions de citoyens contre Moubarak, trente contre Morsi. Mais ce mouvement est resté, du début à ce jour, divisé et sans stratégie. Le mouvement a été incapable d'associer l'exigence de l'unité d'action et la définition d'objectifs stratégiques d'étapes communs d'une part, et la reconnaissance de la diversité des intérêts sociaux (de classe) propres aux différentes composantes du mouvement d'autre part. Cette incapacité a profité au commandement de l'Armée qui s'est « rallié » (en

apparence) au mouvement, a déchu Moubarak puis Morsi, mais pour conserver, lui, le contrôle des rênes du pouvoir.

L'Armée au pouvoir ranime la nostalgie du passé nassérien que le Général Sissi alimente d'une manière systématique par des gestes, des allusions, mais rien de plus. Et face à ce retour (possible ? ou impossible ?) au « nassérisme », les mêmes prises de position, fermes ou louvoyantes, analogues à leur manière à celles qui étaient au cœur des conflits des années 1950, refont leur apparition. Pour Sissi aux commandes, rester dans le flou est la seule option possible, intelligente de surcroît. Face à ce flou se dessinent alors différents courants de l'opinion. Il y a les « pro-Sissi » inconditionnels, un camp qui attire évidemment tous les bénéficiaires du régime tel qu'il a été de 1970 à ce jour, mais aussi les indécis, les frileux qui ont peur du désordre et préfèrent laisser en place ce qu'ils connaissent que risquer l'inconnu. Il y a ceux qui pensent que « Sissi n'est pas mauvais, et peut évoluer dans le bon sens », c'est-à-dire s'engager lentement mais sûrement dans la voie du « nassérisme », de l'affirmation de la souveraineté et de réformes sociales progressistes. Faisons lui donc confiance. Aidons-le, au lieu de le combattre. Ces positions rappellent étrangement celles de beaucoup de démocrates, de progressistes, de socialistes et de communistes des années 1955-1965. Mais il y a également les « anti Sissi » de principe. Non, pas de dictateur militaire ; il ne peut être bon ; non, pas d'alternative autre que la démocratie civile tout de suite. Dans ce débat le centre de gravité est déplacé. Nous renonçons à imposer notre débat : comment concilier l'unité d'action du mouvement et la diversité de ses composantes sociales. Nous acceptons de nous placer sur le terrain défini par Sissi, dont la seule préoccupation est : comment rester aux commandes ? Nous restons sur la défensive, répondant au jour le jour aux faits et gestes du pouvoir qui conserve alors l'initiative. Nous renonçons à passer à l'offensive et à contraindre le pouvoir, lui, à répondre à nos initiatives.

L'avenir de la « révolution égyptienne » reste incertain. Qui l'emportera ? Les officiers supérieurs et leur CSFA qui ont été systématiquement corrompus par « l'aide américaine » imposeront-ils leur point de vue – poursuivre les politiques de Sadate et de Moubarak ? Ou bien Sissi, comme hier Nasser, osera se séparer d'eux pour s'orienter dans la seule voie qui peut permettre l'émergence de l'Égypte ? Cette hypothèse optimiste mais non irréaliste implique que le mouvement acquiert davantage de maturité dans la formulation de ses trois objectifs indissociables (nouvelle voie de développement au bénéfice du peuple entier, démocratisation, affirmation de l'indépendance nationale), qu'il devienne capable de se fixer des objectifs stratégiques d'étape communs aux différentes composantes sociales du bloc alternatif à celui dirigé par la bourgeoisie compradore.

L'avenir des révolutions arabes

Il est certainement trop tôt pour dresser un bilan des « printemps arabes » autre que provisoire et d'étape pour la simple raison que les aspirations exprimées par les peuples concernés sont loin d'avoir atteint leurs objectifs.

Ces aspirations ne sont pas multiples et variées, conflictuelles ; elles constituent au contraire l'embryon d'une alternative cohérente et authentique fondée sur trois transformations du

système, elles-mêmes indissociables : (i) l'engagement sur une voie nouvelle de développement dont l'ensemble des peuples concernés seraient les bénéficiaires, (ii) la démocratisation de la vie politique et sociale, (iii) l'affirmation de l'indépendance nationale.

Il est indispensable de dissiper les illusions concernant la possibilité de concilier la mise en place de modes démocratiques de gestion de la politique dans les pays concernés avec la poursuite de politiques économiques « libérales ». « Marché » et démocratie ne sont pas complémentaires l'un de l'autre, mais antinomiques. Des segments importants des mouvements en lutte n'ont probablement pas encore pris la mesure de cette antinomie. Le choix des pays occidentaux en faveur de la mise en place de coalitions réactionnaires, associant les partis de droite héritiers des régimes déchus et les Islamistes, est parfaitement cohérent avec le seul objectif de ces puissances qui est de garantir les intérêts du capital des monopoles. Que cette option annihile les chances de la démocratie dans les pays concernés n'est pas leur problème.

Les aspirations des peuples arabes sont exprimées quotidiennement par les uns et les autres, en dépit du caractère toujours émiétté de leurs luttes, dans trois slogans qui reviennent inlassablement : (i) la justice sociale (*el adala el ijtimaia*), (ii) le respect des personnes (*karama al insan*), (iii) le respect des nations (*karama al watan*). Encore faut-il donner un sens précis à chacun de ces mots d'ordre. Une voie nouvelle de développement, seule garante de la justice sociale revendiquée par les grandes majorités d'exclus dans le modèle mis en place, est synonyme de rupture avec le libéralisme économique. Et parce que cette option entre en conflit ouvert avec la logique du système mondialisé dominé par les puissances impérialistes, l'affirmation de l'indépendance nationale est à son tour la condition d'avancées dans cette direction. Il faut donc sortir de la recherche de « l'amitié » des Etats Unis et de l'Europe, renoncer à solliciter leur « aide économique », redonner vie à l'esprit de Bandung, ouvrir des négociations avec la Chine et les BRICS pour donner corps à la perspective de reconstruction d'un front du Sud. Un projet de cette nature pourrait-il être mis en œuvre « par en haut » par des pouvoirs « nationaux » ? Cela avait été le cas dans l'ère de Bandung et des projets nationaux populaires mais non démocratiques de l'époque (1955-1980). Mais aujourd'hui un *remake* de ces projets me semble difficile à imaginer. D'abord parce que les nouvelles classes dirigeantes, façonnées et enrichies par leur adhésion à la mondialisation libérale mise en place depuis quatre décennies n'aspirent qu'au maintien du système. Par ailleurs des segments importants des peuples concernés aspirent désormais à mieux qu'à un despotisme éclairé. La revendication démocratique doit être replacée dans ce cadre. Elle ne peut être réduite à l'application de la recette « pluripartisme et élections ». Ce serait là au contraire le moyen le plus sûr de faire échouer le processus de démocratisation et, à terme, d'annihiler sa crédibilité et sa légitimité, en substituant « l'alternance sans changement » à la recherche d'alternatives nouvelles. La démocratisation, c'est d'abord l'ouverture en droit et en fait de la possibilité pour les classes populaires de s'organiser pour prendre en mains elles-mêmes la défense de leurs droits et intérêts. Dans cette perspective la démocratisation ouvre alors la voie à des possibilités de son enrichissement permanent par la prise en compte de toutes les dimensions du défi : sa dimension écologique planétaire, sa dimension idéologique (substituer le principe de solidarité à celui de compétition dans la reconstruction sociale), sa

dimension polyculturelle (refuser de tenir pour synonymes modernisation et occidentalisation).

Pour toutes ces raisons je situe l'objectif de « sortir du libéralisme économique » au cœur du défi. Sans engagement sur cette voie les discours sur la démocratie et l'indépendance nationale perdent leur sens. Et en l'absence d'avancées sur cette voie les dérives para-culturelles (les Islam, Hindouisme, Bouddhisme, Christianisme dits fondamentalistes) et les actions terroristes qui les accompagnent, deviennent inévitables. Il me paraît nécessaire aujourd'hui plus que jamais d'insister sur ce point.

Les actes de terrorisme criminel dont ont été victimes des citoyens occidentaux – derniers en date, les attentats contre Charlie Hebdo et le musée du Bardo – servent à la perfection le déploiement de la stratégie agressive des Puissances impérialistes. Ils ont permis de formuler une idéologie sécuritaire dont l'abondante fumée répandue par le clergé médiatique à leur service fait oublier que le terreau sur lequel germe le terrorisme est lui-même produit par les politiques économiques libérales que ces mêmes Puissances n'ont pas renoncé à imposer aux peuples du Sud, comme elle invite à tenir pour négligeable le fait que Washington et ses alliés subalternes européens n'ont jamais cessé de soutenir les terroristes utiles à leur stratégie de domination dans les pays arabes concernés. On nous invite donc tous à adhérer à un « front mondial contre le terrorisme », dans lequel paraderaient côte à côte les dirigeants des puissances responsables de la flambée terroriste (pourquoi pas Netanyahu ?) et leurs victimes. Le seul front commun dont les peuples ont besoin n'est pas celui-ci, mais celui qui unirait - contre le libéralisme mondialisé – toutes ses victimes, les peuples du Sud et ceux du Nord. Avancer dans cette direction est le seul moyen d'éteindre l'incendie terroriste.

Mesurées à l'aune des critères d'avancée d'une alternative authentique à la mondialisation libérale et impérialiste, anti démocratique par nature, les conquêtes que les « printemps arabes » auraient permis à ce jour sont fort maigres.

Et pourtant on ne cesse de nous donner en exemple les avancées de la Tunisie, qu'on nous dit bien engagée sur la voie démocratique.

L'attachement à la démocratie de segments importants du peuple tunisien qui a courageusement inauguré les révoltes arabes n'est pas discutable. Cet avantage incontestable est le fruit de ce que Bourguiba avait semé en son temps en faveur des droits des femmes. De ce fait la révolution tunisienne a été largement soutenue par l'entrée en scène d'une composante féminine considérablement plus visible qu'ailleurs. Pour ma part je vais jusqu'à dire que les avancées démocratiques en Tunisie sont pour une bonne part redevables aux combats des femmes. Autre avantage de la Tunisie : l'existence d'un Syndicat national puissant (l'UGTT) qui avait été à la pointe du combat pour l'indépendance et qui a su, par la suite, maintenir une autonomie réelle, fût-elle relative, en dépit des efforts de Bourguiba puis surtout de Ben Ali visant à la domestiquer ou à en annihiler l'influence. L'UGTT est parvenue de ce fait à devenir l'axe organisé majeur du mouvement populaire. Son combat renouvelé pour la justice sociale doit être mis à l'actif du mouvement tunisien.

Il n'en demeure pas moins que le mouvement, dans ses composantes majeures, a souscrit, avec beaucoup de naïveté, aux invitations des puissances occidentales (Etats Unis et France en particulier) et a, dans la foulée, consenti à des élections immédiates. Le succès de Nahda, qui n'a surpris que ceux qui le voulaient bien, menaçait à son tour de faire sombrer le pays dans le projet théocratique qui est celui de cette branche locale de l'Internationale des Frères Musulmans. L'objectif du mouvement s'est trouvé alors déplacé – comme en Egypte – et la priorité a été donnée à la mise en échec de ce projet théocratique, en lieu et place de la poursuite des luttes pour la justice sociale, la démocratisation et l'affirmation de l'indépendance nationale. Le prix payé pour faire reculer Nahda a été lourd : à cette fin une pseudo unité nationale a dû être construite, fondée sur le retour en piste des politiciens du régime déchu. Plus que cela l'opération a permis l'intégration de Nahda dans le gouvernement d'unité nationale, de ce fait impuissant face aux exigences de l'économie libérale ouverte à la mondialisation impérialiste.

Il n'y a donc pas lieu de se féliciter de cette évolution. L'amorce de réponses efficaces aux véritables défis sociaux n'est pas amorcée. C'est sans doute la raison pour laquelle les médias occidentaux ne cessent d'en faire l'éloge. Cette évolution démontrerait que l'Islam politique peut être démocratique ! Les dirigeants de Nahda ont d'ailleurs condamné l'attentat terroriste du Bardo. On devrait pourtant savoir que les Frères Musulmans se vantent de pratiquer la « takia », c'est-à-dire le droit de mentir pour faire avancer par tous les moyens leur projet théocratique. On devrait s'inquiéter davantage de voir l'opinion occidentale – représentée par les ONG « pro-Sud » - souscrire aux mêmes thèses, au mieux par naïveté, ou peut-être inspirées par leur ralliement au social libéralisme.

La situation en Tunisie demeure donc instable, comme ailleurs, en Egypte par exemple. Et pour les mêmes raisons : l'hésitation à rompre avec les dogmes du libéralisme économique, conçu comme sans alternative. Ce que les Occidentaux saluent comme l'avantage tunisien (l'unité nationale) paraît à beaucoup de Tunisiens comme le véritable handicap à la poursuite du combat pour une alternative authentique et viable.

Le silence du peuple algérien fait contraste avec la flambée des mouvements populaires en Tunisie et en Egypte. Les média occidentaux attribuent ce silence au caractère autocratique du pouvoir algérien. Un mensonge de plus : ce pouvoir est visiblement moins répressif qu'il ne l'est ailleurs dans le monde arabe contemporain. Ce silence doit donc être expliqué autrement.

Les deux expériences – de l'Algérie et de l'Egypte – partagent beaucoup de caractères communs, qui – par leur force – rendent compte de l'importance qu'elles ont eu comme « modèles » pour les pays arabes et au-delà. Mais les différences, qui n'en sont pas moindres, méritent d'être expliquées.

La nouvelle classe politique dirigeante dans les deux pays, qui s'était construite dans les cadres du boumediénisme et du nassérisme, était fondamentalement semblable ; leurs projets identiques méritent de ce fait d'être qualifiés de la même manière : il s'agissait de projets authentiquement nationaux et populaires (et non « populistes »). Il n'est pas important qu'ils se soient l'un et l'autre auto-qualifié de « socialistes » – ce qu'ils n'étaient pas et ne pouvaient pas être. Plus grave sans doute est le fait qu'une bonne partie de la gauche radicale – de tradition communiste – y ait cru, encouragée en cela par la diplomatie soviétique. Dans

les deux expériences les réalisations ont été importantes, au point qu'elles ont véritablement transformé de fond en comble le visage de la société pour le meilleur, et non le pire. Mais aussi, dans les deux pays ces réalisations ont atteint rapidement les limites de ce qu'elles pouvaient donner et, s'enlisant dans leurs contradictions internes – identiques – se sont interdites de préparer la radicalisation qu'imposait leur poursuite.

Mais, au-delà de ces analogies, les différences méritent d'être signalées. Le modèle algérien a donné des signes évidents d'une plus forte consistance, ce qui explique qu'il ait mieux résisté à sa dégradation ultérieure. De ce fait la classe dirigeante algérienne demeure composite et divisée, partagée entre les aspirations nationales encore présentes chez les uns et le ralliement soumis à la compradorisation chez les autres (parfois même ces deux composantes conflictuelles se combinent chez les mêmes personnes !). En Egypte par contre, cette classe dominante est devenue intégralement, avec Sadate et Moubarak, une bourgeoisie compradore, ne nourrissant plus aucune aspiration nationale.

Deux raisons majeures rendent compte de cette différence.

La guerre de libération en Algérie avait produit, naturellement, une radicalisation sociale et idéologique. Par contre en Egypte le nassérisme vient en fin de la période d'essor du mouvement, initié par la révolution de 1919, qui se radicalise en 1946. Le coup d'Etat ambiguë de 1952 vient donc en réponse à l'impasse du mouvement.

Par ailleurs la société algérienne avait subi, avec la colonisation, des assauts destructifs majeurs. La nouvelle société algérienne, issue de la reconquête de l'indépendance, n'avait plus rien en commun avec celle des époques précoloniales. Elle était devenue une société *plébéienne*, marquée par une très forte aspiration à *l'égalité*. Cette aspiration – avec la même force – ne se retrouve nulle part ailleurs dans le monde arabe, ni au Maghreb (pensez à la force de la tradition archaïque de respect de la monarchie au Maroc !) ni au Mashrek. Par contre l'Egypte moderne a été construite dès le départ (à partir de Mohamed Ali) par son aristocratie, devenue progressivement une « bourgeoisie aristocratique » (ou une « aristocratie capitaliste »).

De ces différences en découle une autre concernant l'avenir de l'Islam politique (ici le FIS), qui a dévoilé sa figure hideuse et a été véritablement mis en déroute. Cela certes ne signifie pas que cette question soit définitivement dépassée. Mais la différence est grande avec la situation en Egypte, caractérisée par la convergence solide entre le pouvoir de la bourgeoisie compradore et l'Islam politique des Frères Musulmans. De toutes ces différences entre les deux pays découlent des possibilités différentes de réponses aux défis actuels. L'Algérie me paraît mieux placée (ou moins mal placée) pour répondre à ces défis, dans le court terme au moins. Des réformes économiques, politiques et sociales maîtrisées de l'intérieur me semblent avoir encore leurs chances en Algérie. Par contre en Egypte la confrontation entre « le mouvement » et le bloc réactionnaire « antirévolutionnaire » paraît devoir inexorablement s'aggraver.

La question de la politisation démocratique constitue, dans tous les cas, ici, en Algérie et en Egypte, comme ailleurs dans le monde, l'axe central du défi.

Les puissances impérialistes n'ont pas renoncé à détruire les conquêtes du peuple algérien. Elles avaient, à cet effet, soutenu le FIS, qui a tenté de ressurgir à l'occasion des « printemps arabes » en appelant à manifester soit disant contre la vie chère ; un appel qui n'a pas eu d'écho. Il a même fallu l'intervention de la police pour éviter à son leader d'être lynché par la foule. Mais si le « printemps algérien » ne paraît toujours pas être à l'ordre du jour du

probable, il n'empêche que ce « non évènement » est tenu par la médias occidentaux comme un évènement, comme l'a dit Samia Zennadi dans son intervention au Forum Social de Tunis le 25 mars 2015. L'explosion qui permettrait de gommer les conquêtes du passé et de rétablir l'ordre impérialiste est toujours attendue... depuis septembre 1962.

L'Algérie et l'Egypte constituent deux exemples magistraux de l'impuissance des sociétés concernées, jusqu'à ce jour, à faire face au défi. L'Algérie et l'Egypte sont les deux pays du monde arabe qui sont des candidats possibles à « l'émergence ». La responsabilité majeure des classes dirigeantes et des systèmes de pouvoirs en place dans l'échec des deux pays à le devenir est certaine. Mais celle des sociétés, de leurs intellectuels, des militants des mouvements en lutte doit tout également être prise en sérieuse considération.

La géostratégie des Etats Unis en panne

On aura vu dans les pages précédentes comment opère l'interaction entre d'une part les mouvements de natures diverses qui agitent les peuples arabes et d'autre part les interventions des Etats Unis par lesquelles s'expriment les stratégies géopolitiques qu'ils tentent de mettre en œuvre dans la région.

L'objectif de la géostratégie mondiale et régionale des Etats Unis est de détruire les Etats, voire les sociétés, qui menaceraient – ou pourraient menacer – la domination exclusive de Washington (et, derrière, celle de leurs alliés subalternes en Europe et au Japon) sur la Planète entière. Les adversaires de cet objectif sont potentiellement tous les pays du Sud et de l'ex Union soviétique. Et, dans ce cadre, le recours à la guerre préventive et aux complots, le massacre de centaine de milliers d'êtres humains, ne fait pas hésiter les Etats Unis, qui, de ce fait sont l'Etat voyou numéro un, dont les dirigeants sont les criminels de guerre et les auteurs de crimes contre l'humanité majeurs dans le monde contemporain.

Les régions visées en premier lieu par le déploiement de cette géostratégie sont la région Asie/Pacifique et la région du Grand Moyen Orient.

Les Etats Unis savent que leur adversaire majeur est la Chine. Celle-ci a pris l'initiative de conduire sa propre stratégie d'émergence sur le terrain du développement économique, évitant par là même la course aux armements nucléaires que les Etats Unis avaient imposé à l'Union Soviétique. Je renvoie le lecteur ici au livre convaincant de Barthélémy Courmont (*Une guerre pacifique*; ESKA, 2014). Et cette guerre froide « soft » choisie par Beijing donne jusqu'à ce jour l'avantage à la Chine, en passe de devenir la première puissance économique mondiale. Les Etats Unis sont alors contraints de contenir les avancées possibles de leur adversaire majeur par la construction d'un mur d'Etats qui acceptent leur soumission au déploiement de la géostratégie étatsunienne dans la région Asie/Pacifique. Le bloc intègre un allié subalterne majeur, le Japon, qui se place de son plein gré dans cette posture, comme l'Europe, un allié potentiel important (l'Inde), les Etats neutralisés ou détruits en Asie du Sud-Est. Le renforcement de la présence militaire des Etats Unis dans l'Océan Indien (Diego Garcia), dans le Pacifique occidental (Guam), en Corée du Sud et ailleurs par l'établissement de bases militaires terrestres complète le tableau

On dit que, parce que les Etats Unis savent que la Chine est bien leur adversaire majeur, ils ont récemment décidé de s'intéresser moins au Moyen Orient et davantage à l'Asie. Cela n'est que partiellement vrai. Oui, peut-être, les Etats Unis, supportant de plus en plus difficilement le coût croissant gigantesque de leur présence militaire dans ces deux régions, sont contraints de transférer une partie de leurs budgets d'interventions de l'Ouest vers l'Est. Mais il n'est pas question pour eux de se retirer du Moyen Orient, d'autant que la région borde par le Sud la Russie, en voie peut être de réémergence. L'intervention occidentale en Ukraine doit être de ce fait considérée comme faisant partie du déploiement de la géostratégie étatsunienne dans le Grand Moyen Orient.

Pour ce qui concerne donc cette région, la géostratégie des Etats Unis s'est donné l'objectif d'annihiler la capacité de résistance éventuelle d'un bon nombre d'Etats, potentiellement dangereux, en premier lieu l'Egypte, l'Iraq, la Syrie, l'Algérie et l'Iran. Et jusqu'à ce jour, Washington n'a pas renoncé à cet objectif, ce qui implique la permanence de sa présence et de ses interventions dans la région. Washington dispose, à cette fin, de quatre alliés : deux alliés inconditionnels (Israël et la Turquie, membre important de l'OTAN), la constellation des Etats arabes du Golfe conduite par l'Arabie Saoudite, enfin à l'intérieur même des sociétés concernées l'Islam politique réactionnaire (Frères Musulmans, Salafistes et Djihadistes). Les interventions de ces quatre alliés permettent la mise en œuvre de la géostratégie de destruction d'un bon nombre d'Etats et de sociétés de la région.

Deux sociétés de la région ont déjà été détruites ; celles de la Somalie et la Lybie. Deux pays désormais « effacés de la carte des nations », sans Etat, livrés aux seigneurs de la guerre, en bonne partie djihadistes et acteurs majeurs dans le terrorisme régional, comme les attentats des Shebab au Kenya, et l'intervention des Djihadistes au Mali et au Niger, trouvant en Lybie armes et refuges. L'opération, conduite délibérément à cette fin, était relativement aisée, du fait la fragilité de la construction nationale dans les deux pays concernés. Un sort analogue menace le Soudan.

L'Iraq de Saddam Hussein avait constitué l'objectif majeur de déploiement criminel dévastateur du plan étatsunien. Et la décision concernant l'intervention à cette fin avait été décidée et planifiée bien avant sa première mise en œuvre à l'occasion de la guerre du Koweït (1991) suivie de l'agression de 2003, au motif de la détention par Saddam Hussein d'armes de destruction massive. Mensonge délibéré du Secrétaire d'Etat Colin Powell, lequel devrait, pour ce crime contre l'humanité, comparaître devant le soit disant Tribunal Pénal International. Mais ce dernier n'a le droit de condamner que les pauvres hères de Serbie ou d'Afrique ; jamais les criminels majeurs du monde contemporain. Il ne reste donc plus aux Etats africains et autres qu'à sortir de cette farce de justice.

Les infrastructures et les industries de l'Iraq ont été délibérément détruites, ses musées saccagés, ses élites systématiquement massacrées sur ordre de Washington. L'Iraq n'existe plus ; quatre caricatures d'Etat ont été mis en place par Paul Bremer (le Gauleiter US) dans l'intention de créer la guerre civile permanente entre Chiites, Arabes et Kurdes. A cette fin les armées étatsuniennes ont protégé ceux qui, par la suite, devaient prendre la direction de Daesh, dont le Khalife lui-même !

Néanmoins le succès de cette géostratégie qui sème la mort, si foudroyant a-t-il été, a produit une situation qui permet à l'Iran de pénétrer la région, en soutenant les Chiites en Iraq et ailleurs. Washington aurait dû le savoir. Et, si nous faisons l'hypothèse (qui est la mienne) que ses dirigeants sont assez intelligents pour l'avoir su, pourquoi donc se sont-ils aventurés de la sorte ? La raison en est que les Etats Unis pensaient que, dans la foulée, ils pourraient détruire l'Iran à son tour, ce à quoi le Golfe et Israël les encourageaient. L'affaire de la menace nucléaire iranienne a été inventée à cette fin. Mais la résistance de Téhéran, soutenue par la Russie et la Chine, atténuant de la sorte les conséquences des sanctions, a obligé Washington à reculer.

C'est alors que les Etats Unis ont mis en œuvre leur plan B : affaiblir l'Iran avant de l'attaquer frontalement en détruisant son allié syrien. Le faux « printemps syrien » a été inventé à cet effet sur le modèle libyen comme je l'ai dit plus haut. Mais là encore la Syrie, l'Iran, la Russie et la Chine sont parvenus à tenir en échec cette géostratégie. L'armée syrienne ne s'est pas décomposée ; et il a fallu, pour la menacer sérieusement, apporter à Daesh le soutien (armes et financement par certains pays du Golfe) sans lequel son Khalifat n'aurait pas vu le jour. Les Etats Unis ont misé pour faire avancer leur plan, sur l'intervention de l'allié turc, devenu à son tour (avec Erdogan) islamiste, et le soutien des diplomaties européennes à leur service (celle de la France en première ligne) et à celui d'Israël.

Cette géostratégie des Etats Unis est visiblement en panne. Ils sont donc contraints d'opérer un recul tactique face à l'Iran et à la Syrie. Les déclarations de John Kerry, renonçant à désigner Bachar el Assad comme l'ennemi premier à abattre, en constituent le témoignage, comme un peu plus tard, en mars 2015, l'accord de Lausanne. Avec une belle intelligence, Téhéran a compris que son accès éventuel à la production de quelques bombes atomiques – impossible à conserver secret avant que la production ne permette un véritable armement nucléaire de l'Iran – (contre plus de deux cents en possession d'Israël) servirait de prétexte pour une agression ouverte, Israël obtenant alors le feu vert pour un bombardement nucléaire de l'Iran. Mais de son côté Washington n'a pas perdu l'espoir d'acheter par ce moyen la classe dirigeante iranienne, l'invitant à opérer dans la région comme un acteur « normal », c'est-à-dire soumis en dernier ressort. Cette classe, qui, comme en Egypte et ailleurs, n' imagine pas sortir du libéralisme économique, pourrait trouver sa récompense – c'est-à-dire son enrichissement, pas celle de son peuple – par un meilleur accueil qui lui serait offert sur les marchés mondiaux. L'Iran pourrait alors retirer son soutien à la Syrie espère-t-on à Washington ; et l'offensive pour détruire ce pays pourrait être relancée. Mais il ne s'agit là que d'un scénario possible parmi d'autres. A l'opposé l'Iran pourrait préserver dans son projet de devenir un acteur indépendant dans la région, se rapprochant des BRICS et contraignant Washington à l'accepter comme telle. L'accord de Lausanne n'en a pas moins soulevé l'ire d'Israël, des Européens qui soutiennent inconditionnellement l'Etat sioniste et des pays du Golfe. Certes ces comparses (Israël, la France, le Golfe) savent qu'ils ne peuvent pas prendre d'initiatives audacieuses sans le feu vert de Washington. Mais ils n'en sont pas moins meurtris. Car le retour accepté de l'Iran en qualité d'acteur dans la région réduit à néant les espoirs du Golfe d'être seul autorisés exercer le contrôle du détroit d'Ormuz, sous la protection militaire des Etats Unis.

La nouvelle guerre du Yémen et l'intervention militaire de l'Arabie Saoudite à partir de la fin mars 2015 a été inventée pour réchauffer le conflit avec l'Iran, accusé sans preuve de vouloir installer au Yémen un pouvoir chiite (majoritaire dans le pays). L'affaire est plus complexe. L'homme mis en place par Washington et Ryad – Ali Abdallah Saleh – n'a jamais été capable de convaincre de sa légitimité les chefs de tribus et de clans divers – Chiites ou Sunnites – pas plus que les militants qui, dans le Sud, étaient parvenus à amorcer un changement social progressiste réel. Je renvoie le lecteur pour ce qui concerne les raisons du suicide du Sud au nom de l'unité du Yémen au chapitre IV de mon livre cité. Certes, le chaos permanent au Yémen ne gêne pas les puissances occidentales ; pour lesquelles seule la sécurité militaire à Aden importe. Mais ce chaos gêne l'Arabie Saoudite car il permet le refuge de Salafistes wahhabites qui osent vouloir libérer le wahhabisme de la tutelle des Saoud, comme je l'ai dit plus haut.

La Turquie d'Erdogan sombrera-t-elle dans la grandiloquence démente néo-ottomane et islamiste ? Je renvoie ici le lecteur à l'analyse que j'ai proposée des raisons de l'échec du projet d'émergence de la Turquie, à l'origine du succès des Islamistes (cf *L'implosion du capitalisme contemporain*, chapitre 2). Son intervention active en Syrie, le soutien apporté aux djihadistes et à Daesh (en facilitant entre autre le transit des djihadistes originaires de Tunisie et d'Europe), approuvés par Washington et l'Europe, s'inscrivent dans cette dérive. Car ici également le projet de semi-théocratie (faute de mieux – en attendant !) et le raidissement fasciste nécessaire pour le permettre sont la seule carte que les Puissances impérialistes peuvent jouer dans ce pays situé aux postes de l'Europe, de la Russie, du Mashrek arabe et de l'Iran. La raison en est tout simplement que la résistance grandissante du peuple turc à la dérive néofasciste pourrait ouvrir la voie à ce que les Occidentaux craignent le plus : l'engagement de la Turquie hors des sentiers du lumpen-développement produit par le libéralisme économique (condition entre autre de l'entrée du pays dans l'Europe), le rapprochement avec les BRICS, autrement dit l'option pour une politique d'émergence réelle – et possible – de la nation turque. La balle est maintenant dans le camp d'une gauche radicale dont l'embryon existe. Car un *remake* de l'époque d'Ataturk est ici aussi difficile à imaginer qu'un *remake* du nassérisme en Egypte, et pour les mêmes raisons. Par contre une gauche conséquente pourrait donner au grand mouvement démocratique qui se dessine l'organisation stratégique qui lui manque. Il faudrait ici comme ailleurs que la gauche radicale comprenne que seule l'audace paie dans une situation de polarisation provoquée par une politique d'extrême droite.

L'Egypte à laquelle j'ai consacré la majeure partie des développements de ce texte demeure la clé du monde arabe. La géostratégie des Etats Unis s'est donc donné pour objectif majeur l'annihilation du potentiel réel d'émergence de l'Egypte. A cette fin le Plan A de Washington misait sur les Frères Musulmans, dont le projet théocratique aurait garanti effectivement le triomphe des objectifs des Etats Unis, du Golfe et d'Israël. Et bien que le peuple égyptien ait mis en déroute les Frères Musulmans, Washington n'a certainement pas renoncé à son plan. Mais faute de mieux, les Etats Unis pourraient se retrancher derrière leur Plan B dont ils espèrent le succès, pour l'avenir court visible tout au moins : le retour à la case départ c'est-à-dire au système économique et politique de l'époque de Sadate et de Moubarak. Ayant alors

renoncé à sortir des sentiers battus de la mondialisation impérialiste, l’Egypte est condamnée à l’insignifiance. Elle est alors maintenue en survie – juste la tête hors de l’eau – par la pompe à finances du Golfe et « l’aide » corruptrice des Etats Unis ; rien de plus. Ce triste scénario n’est hélas pas impossible et il ne peut être mis en question que si, en Egypte comme en Iran, en Turquie, en Algérie (les pays candidats à l’émergence, dotés des moyens d’y parvenir), la gauche renaissante s’avère capable d’unifier les aspirations nationales populaires et démocratiques de la nation dans une stratégie d’action positive.

Références :

L’auteur a publié entre 2011 et 2014 quatre ouvrages (en arabe) concernant les développements en cours en Egypte et tenté de les replacer dans le cadre plus large de la crise systémique du capitalisme contemporain. Ce texte reprend les conclusions de ces ouvrages.

En Français, voir :

Samir Amin, *Le Monde arabe dans la longue durée* ; Le Temps des Cerises, 2011

Samir Amin, *L’implosion du capitalisme contemporain* ; Delga 2012 ; chapitre deux : le Sud, émergence et lumpen développement.

Samir Amin, *Egypte : Nasserisme et communisme, diversité des socialisme* ; Les Indes Savantes, 2014. L’auteur dresse un parallèle entre les luttes qui ont conduit à la radicalisation du nassérisme après la Conférence de Bandoung (1955) et les combats en cours en Egypte.

Chérif Amir, *Histoire secrète des Frères Musulmans* ; Ellipse 2014.

Michel Raimbaud, *Tempête sur le Grand Moyen Orient* ; Ellipses 2015

Barthélémy Courmont, *Une guerre pacifique* ; Eska 2014

Articles et interviews de Samir Amin en français ou en anglais :

2011

An Arab springtime ? ; in, Firoze Manji and Sokari Ekine (ed), *African Awakening, the emerging revolutions*; Fahamu Books, Oxford 2011.

Les germes d’un cocktail explosif; *Afrique Asie*, mars 2011

Y a t il une solution aux problèmes de la Somalie ? in , *Recherches Internationales* ; n°89, janv mars 2011

L’Islam politique comme horizon ? ; *Afrique Asie*, dec 2011

La désintégration de la Libye est possible ; *Afrique Asie*, dec 2011.

An Arab Springtime ? ; *Monthly Review*, vol 63, n°5, October 2011

Y a-t-il une solution aux problèmes de la Somalie ? ; *Pambazuka* 1/2/2011

L’Egypte en mouvement ; *Pambazuka*, 14/2/2011

Les Frères Musulmans dans la révolution égyptienne ; *Pambazuka*, 21/2/2011

Egypte : les Etats Unis en quête d’un modèle pakistanais ; *Pambazuka*, 21/2/2011

Le printemps arabe ; site *Pambazuka*, 30/05/2011, site *Tlaxcala* 1/6/2011

Libye : un risque de désintégration sur le modèle somalien ; *Pambazuk* 12/9/2011

Au lendemain des élections tunisiennes ; *Pambazuka* 31/10/2011

Tunisia : West could scupper genuine democracy with “Islamic alternative” ;

Pambazuka, 27/01/2011

Movements in Egypt : the US realigns, *Pambazuka* 02/02/2011

Is there a solution to the problems of Somalia ? ; *Pambazuka*, 17/2/2011

Egypt : how to overthrow a dictator; *Pambazuka*, 24/02/2011

Arab springtime; sites *Monthly Review* 6/6/2011, *Pambazuka*, 10/06/2011,

The future of Arab revolts; *MRZine*, 15/8/2011.

Libya could break up like Somalia; *Pambazuka*, 7/9/2011

After the Tunisian elections, what next?; *Pambazuka* 3/11/2011

2012

Préface; in, Hocine Belalloufi, *La démocratie en Algérie, réforme ou revolution?*

Ed Apic, Alger 2012.

Origines et réalités du printemps égyptien ; in, Eric Dénécé (ed), *La face cachée*

des révolutions arabes, Ellipse 2012

Le printemps arabe, l’Egypte ; *Journal des Anthropologues* ; n° 128/129, 2012

Le printemps arabe dans la tempête ; *Le Patriote*, septembre 2012, p 7, Nice

Egypte, changement, demandez le programme ; *Afrique Asie*, dec 2012, pp 16-21

2013

Les révolutions arabes deux ans plus tard ; *Recherches Internationales* ; n° 94 , janv-mars 2013,

Ni islamisme, ni néo libéralisme ; *Afrique Asie*, septembre 2013

Les Etats effacés ; *Recherches Internationales* ; n°97, oct/dec 2013

L'Islam politique est-il soluble dans la démocratie ; site *Pambazuka*

20/2/2013

Chute de Morsi : une importante victoire du peuple égyptien ; site

Pambazuka, 10/7/2013

Le règne des Frères Musulmans n'a duré qu'un an ; site *Pambazuka*

5/9/2013

2014

Egypte: pour une libération du peuple; *La Pensée* n°379, juil sep 2014,

Fascism returns to contemporary capitalism; *Monthly Review*, vol 66, n°3, sept 2014

2015

La démocratie sans progrès social est impossible ; *Afrique Asie*, avril 2015